« Au Burundi, le pouvoir s'enferme »

Libération, 24/09/2010 Interview w Questions - Neela Ghoshal Chercheuse - Human Rights Watch Par SABINE

CESSOU Neela Ghoshal est une chercheuse américaine de Human Rights Watch. Elle a été expulsée du Burundi en mai, après la publication d'un rapport sur les violences prélectorales. Depuis Nairobi, elle s'inquiète de la situation alors qu'au moins de 11 personnes ont été tuées la semaine dernière. Pourquoi ces violences ? Certains membres du Front de libération nationale (FLN), le principal parti d'opposition, sont soupçonnés d'être dans le maquis. Des policiers et des militaires sont également en train de désarmer, parmi lesquels des Tutsis, l'ethnie minoritaire au Burundi. Une dynamique d'opposition semble se créer, sur une base violente, mais qui n'est plus ethnique.

Cette radicalisation vient-elle des dernières élections ? Oui, la victoire écrasante du parti au pouvoir (CNDD-FDD) était inattendue. Après le premier scrutin communal, le 24 mai, l'opposition en a boycotté cinq autres, plus importants.

Certains cas de fraude étaient clairs, mais il n'y a pas de preuves concernant des fraudes massives. La situation au Rwanda a-t-elle une influence ? Le gouvernement veut suivre l'exemple du Rwanda, et s'enfermer encore plus contre les critiques, d'où qu'elles viennent. Le CNDD-FDD parlait de démocratie au moment de son accession au pouvoir, en 2003, mais aujourd'hui, il donne l'impression de penser que l'opposition n'a pas le droit d'exister. Comment a réagi la communauté internationale ? Quand l'opposition a décidé de boycotter les élections, la communauté internationale a dit de manière très rapide et très dure qu'il fallait participer aux scrutins, sans dénoncer les arrestations arbitraires et la torture. Cela étant, les trois derniers responsables de la mission des Nations unies au Burundi ont été expulsés, eux aussi, en 2006 et en 2009, à cause de leurs inquiétudes en matière des droits de l'homme.